CONSULTATION DU PUBLIC SUR LES ENJEUX DE L'EAU

REPONSE A LA CONSULTATION SUR LES QUESTIONS IMPORTANTES SUR LA GESTION DE L'EAU (SDAGE 2028 – 2033)

22/05/2025

Auteur : Réseau de l'Assainissement Écologique

Réseau de l'Assainissement Écologique

Le Réseau de l'Assainissement Écologique (RAE) est une association créée en 2009, il rassemble une centaine de structures membres telles que des associations environnementales, des bureaux d'études, des chercheurs, des entreprises et de particuliers.

L'association a pour objectif de sensibiliser aux enjeux liés à l'assainissement écologique, et de promouvoir la mise en œuvre de systèmes d'assainissement écologique, qui se basent sur les principes suivants :

- Réduire la pollution en amont,
- Réduire le risque sanitaire et environnemental,
- Boucler les cycles de nutriments, pour enrichir et préserver les sols,
- Être accessible à tous, culturellement, socialement, techniquement et économiquement.

Contact : contact@reseau-assainissement-ecologique.org

CONTEXTE

Dans le contexte d'épuisement des ressources naturelles, de succession de sécheresses de plus en plus critiques et de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, le système d'assainissement actuel qui consiste à **utiliser l'eau potable pour transporter nos excréta vers des stations d'épuration n'est pas durable.**

Les membres du Réseau de l'Assainissement Écologique (RAE) démontrent, à travers leurs projets, que des solutions alternatives existent. L'assainissement écologique, et notamment le **traitement différencié des eaux ménagères, des urines et des excréments**, permet de valoriser ces ressources pour leur potentiel agronomique. Les recherches scientifiques confirment que les excréta humains concentrent d'importantes quantités de nutriments essentiels à l'agriculture (azote, phosphore et potassium) et permettraient de remplacer en partie les intrants de synthèse reposant sur des énergies fossiles.

Pour répondre aux enjeux majeurs de gestion de la ressource en eau, de la qualité des milieux aquatiques et de de souveraineté et résilience des territoires (par le retour au sol des nutriments), il semble alors indispensable de **repenser fondamentalement notre gestion des excréta**. Plutôt que de gérer séparément les flux d'eau et les déchets organiques d'un côté, et les enjeux agricoles de l'autre, il s'agit de restaurer leur complémentarité naturelle. **La démocratisation des solutions d'assainissement écologique permettrait d'avancer vers ce changement de paradigme nécessaire.**

Ces solutions **ont déjà prouvées leur pertinence** dans le cadre de l'évènementiel et de l'assainissement non-collectif (ANC), où elles représentent des alternatives à moindre coût pour les particulier-es qui ne sont pas raccordé-es au réseau, ainsi que pour les situations temporaires liées à des cas de précarité sanitaire (bidonvilles, campements,...). Actuellement, **de nombreuses expérimentations** ont également cours en milieu urbain tant au niveau privé que public (toilettes sèches publiques, écoquartiers, bâtiments neufs, habitats participatifs, établissements scolaires,...) pour déployer ces solutions auprès d'un public plus large.

LES ENJEUX CROISES DE L'ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE CONCOURENT AUX ORIENTATIONS PROPOSÉES PAR LA CONSULTATION

ENJEU 1 : REDUIRE LES POLLUTIONS ET PRESERVER LA SANTE

Malgré l'amélioration des performances des réseaux d'assainissement et des ouvrages d'épuration, les excréta humains représente une **part importante de la pollution domestique**, qui ne peut être dégradée en totalité par les traitements existants. En effet, les rejets d'eaux usées traitées dans les milieux aquatiques entraînent des dégradations de la qualité des masses d'eau dues à des quantités résiduelles trop importantes des nutriments contenus dans nos excréta. C'est le cas de **l'azote, qui provient à 75 % de nos urines**.

De plus, la gestion actuelle des excréta demeure est **une source majeure de contamination des eaux par des pathogènes fécaux**. Incapable de traiter l'intégralité de la contamination microbiologique, le système actuel **déplace le risque sanitaire des zones urbaines vers l'environnement**. Lors des événements pluvieux importants, les déversements d'effluents non traités des systèmes d'assainissement peuvent avoir de conséquences importantes sur la contamination des zones conchylicoles en pathogènes microbiens et viraux, pouvant conduire à des interdictions de commercialisation pour la conchyliculture.

A l'inverse, la séparation des urines et matières fécales et leur traitement et urines permet leur **hygiénisation avant valorisation agricole**. Les urines humaines peuvent subir un traitement spécifique afin de **réduire la présence certains micropolluants organique** avant valorisation, et ainsi éviter qu'ils se retrouvent dans les cours d'eau.

Sur les installations en ANC, **38 % des installations représentent un risque avéré de pollution de l'environnement ou un risque sanitaire** pour la santé des personnes, soit à l'échelle nationale une obligation de travaux pour quelques 1,8 millions d'installations. Le **montant élevé des dispositifs d'ANC et la quasi-absence de subventions publiques** sont un frein majeur à la mise aux normes des installations, **perpétuant ainsi une pollution des milieux aquatiques**.

ENJEU 2 : S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN COURS

La quantité d'eau potable utilisée pour le transport de nos excréta est non négligeable et représente environ 20 % de la consommation domestique des français-es.

Nous utilisons et souillons chaque année environ **10 000L d'eau potable par personne, simplement pour l'évacuation de nos excréta**. A l'échelle française, cela représente **700 millions de m³ d'eau potable** utilisés chaque année en chasse d'eau.

L'installation d'équipements hydro-économiques et les prises de conscience conduisent depuis des années à une baisse des consommations domestiques. **Cette baisse atteint aujourd'hui un plateau** alors que la trajectoire de sobriété adoptée suite au Plan Eau de 2023 de prévoit de faire décroître les prélèvements de 10 % entre 2019 et 2030.

Le changement de pratique conduisant à ne pas utiliser d'eau pour la gestion des excréta, reste le **levier principal de réduction nette des consommations d'eau potable** au sein des foyers mais surtout au sein des Etablissements Recevant du Public.

ENJEUX CROISES : ECONOMIQUES, ENERGETIQUES ET EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

A l'heure actuelle, les **nutriments excrétés par les humains sont détruits**, tandis que des engrais de synthèse sont produits pour fertiliser les terres agricoles. On parle de **système « alimentation-excrétion » linéaire**.

Ce système entraîne un double coût énergétique : celui nécessaire au fonctionnement des stations de traitement des eaux et celui des usines de production d'engrais de synthèse. On dépense autant d'énergie (10 KWH) pour **produire 1 kg d'engrais chimique azoté que pour détruire 1 kg d'azote excrété**, et les émissions de gaz à effet de serre sont elles aussi décuplées par ce **système linéaire qui détruit d'un côté ce qu'il produit de l'autre**.

En sortant les excréments des réseaux d'assainissement eau, les territoires peuvent développer des **filières de gestion et de valorisation à même de créer des emplois localement**.

POSITIONNEMENT & VISION DU RAE

Les différentes solutions d'assainissement écologique représentent des **alternatives durables et cohérentes** qui répondent aux **enjeux écologiques, sanitaires et sociétaux actuels** et s'adaptent aux différents contextes en améliorant la résilience de nos organisations. L'assainissement écologique permet de penser le métabolisme de notre société dans sa globalité, et a notamment la capacité **d'accorder les acteurs environnementaux avec celles-eux du monde agricole autour de projets communs**.

Le RAE souhaite adopter une **stratégie d'incitation pour un déploiement à grande échelle de l'assainissement écologique**. Sur la base du diagnostic partagé par la consultation et sur la base d'études multiples, le RAE partage et soutient les solutions proposées suivantes :

- **Eviter de concentrer les rejets domestiques** en zone rurale, faire connaître les solutions d'assainissement écologique et **modifier leur perception**.
- Mettre en place des **formations pour les agents des collectivités et les professionnels** des métiers de la construction et de la rénovation. Mobiliser les acteurs sur le besoin de **sobriété** d'usage de l'eau.
- **Mettre à disposition des ressources techniques** libres pour faciliter l'adoption et le développement des solutions.
- Mener des **campagnes de communication** qui mettent en avant des cas concrets de réalisation et de fonctionnement et qui permettent de développer et de diffuser des référentiels de bonnes pratiques, via des **supports de sensibilisation s'adressant à tous les publics**.
- Intensifier les efforts de **réduction d'utilisation des engrais chimiques** et favoriser **l'accompagnement de la mise en place de filières de valorisation** et le développement d'un cadre réglementaire et assurantiel facilitant.

RECOMMANDATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE

Afin de faciliter le déploiement de l'assainissement écologique à l'échelle du bassin et permettre la reconquête de la qualité de l'eau, le RAE propose les actions suivantes :

- Reconnaître l'assainissement écologique comme **un enjeu-clé de la transition écologique**.
- **Inclure l'assainissement écologique dans les orientations stratégiques** et les documents de planification pour l'eau et les milieux aquatiques.
- **Mener des campagnes de sensibilisation et de communication** auprès du grand public et des agriculteurs (en lien avec les Chambres d'Agricultures, CIVAMs, Groupements d'Agriculteurs, Plans Alimentaires Territoriaux). Permettre **l'évolution des normes sociales**.
- Favoriser la formation des **agents des collectivités et des acteurs professionnels**.
- **Encourager les évolutions réglementaires** en faveur de l'assainissement écologique, comme par exemple participer à la réflexion concernant le statut législatif et réglementaire des urines et des matières fécales (actuellement implicitement incluses dans « les eaux usées »).
- Dans un objectif de promotion de l'agriculture durable, **favoriser et soutenir financièrement les projets permettant un retour au sol des urines et matières fécales humaines**.
- Dans les différents programmes d'aides financières, **proposer des aides financières dédiées à la mise en place de filières d'assainissement écologique** (de l'installation des dispositifs jusqu'au traitement, transport et la valorisation). Par exemple, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie qui finance à hauteur de 80 % pour les collectivités les projets de séparation à la source depuis 2018.
- Pour les financeurs publics et privés, permettre le développement de **fonds pour favoriser des projets pilotes** et des mises à l'échelle locales des solutions par des investissements et des incitations financières.